

Etude pour la création d'un parcours sportif hivernal

En forêt communale de La Léchère - Doucy



Propositions techniques, chiffrage et CCTP

2019

RENDU D'ÉTUDE

Source : Google Earth

MAITRE D'OUVRAGE :

COMMUNAUTE DE COMMUNES DES VALLEES DU GRAND AIGUEBLANCHE

40 chemin des loisirs, Bellecombe, 73260 Aigueblanche,

Tel: 04.79.24.20.04,

Mail ; secretariat@ccva-savoie.com

Document final

Version Décembre 2019

RÉALISATION :

Service Forêt - ONF de la Savoie

Chef de Projet : Xavier DUTHY, Cadre Technique à l'agence ONF de la Savoie



**Etude pour la création d'un parcours sportif d'hiver
en forêt communale de La Léchère - Doucy**

RESUME

L'objectif de l'étude est de proposer un projet de création d'un parcours sportif d'hiver qui permettra de sécuriser celui existant en évitant une portion dangereuse en présence d'une forte pente et d'une falaise

La pratique d'une activité sportive ou ludique impose des conditions adaptées à la pratique de celle-ci

La pratique du ski de fond est un axe développé par la CCVA dans le domaine de la station de Doucy-Combelouvière, cependant des mesures sont à prendre pour optimiser l'activité dont la sécurité du skieur de fond dans l'utilisation du domaine.

- Il est donc proposé : la **création sur 318 m d'une modification d'une partie de piste dangereuse**
- Le montant de prévisionnel des travaux est de **5 574 € HT**
- L'étude précise les modalités techniques règlementaires et financières visant à la faisabilité du projet.

Table des matières

	1
Préambule	5
1. Présentation de l'étude	6
1.1. Contexte et origine du projet	6
1.2. Objectifs du projet	6
1.3. Le tracé étudié	6
2. Le milieu naturel du projet	7
2.1. Géologie	7
2.2. Risques naturels	7
2.2.1. Stabilité des terrains	7
2.2.2. Avalanches	7
2.2.3. Incendies	7
3. le contexte écologique et réglementaire du projet	7
3.1. Contexte général	7
3.2. Natura 2000	8
3.3. ZNIEFF	8
3.3. ZICO	8
3.4. Impact sur la flore	8
3.5. Paysages	8
3.6. Conclusion	8
4. ASPECTS FONCIER CONCERNANT LE PROJET	9
5. ELEMENTS DESCRIPTIFS ET ESTIMATIFS DU PROJET	9
6.1. Matérialisation du projet sur le terrain	9
7.1 Coûts prévisionnels du projet	10
8. annexes	10

Préambule

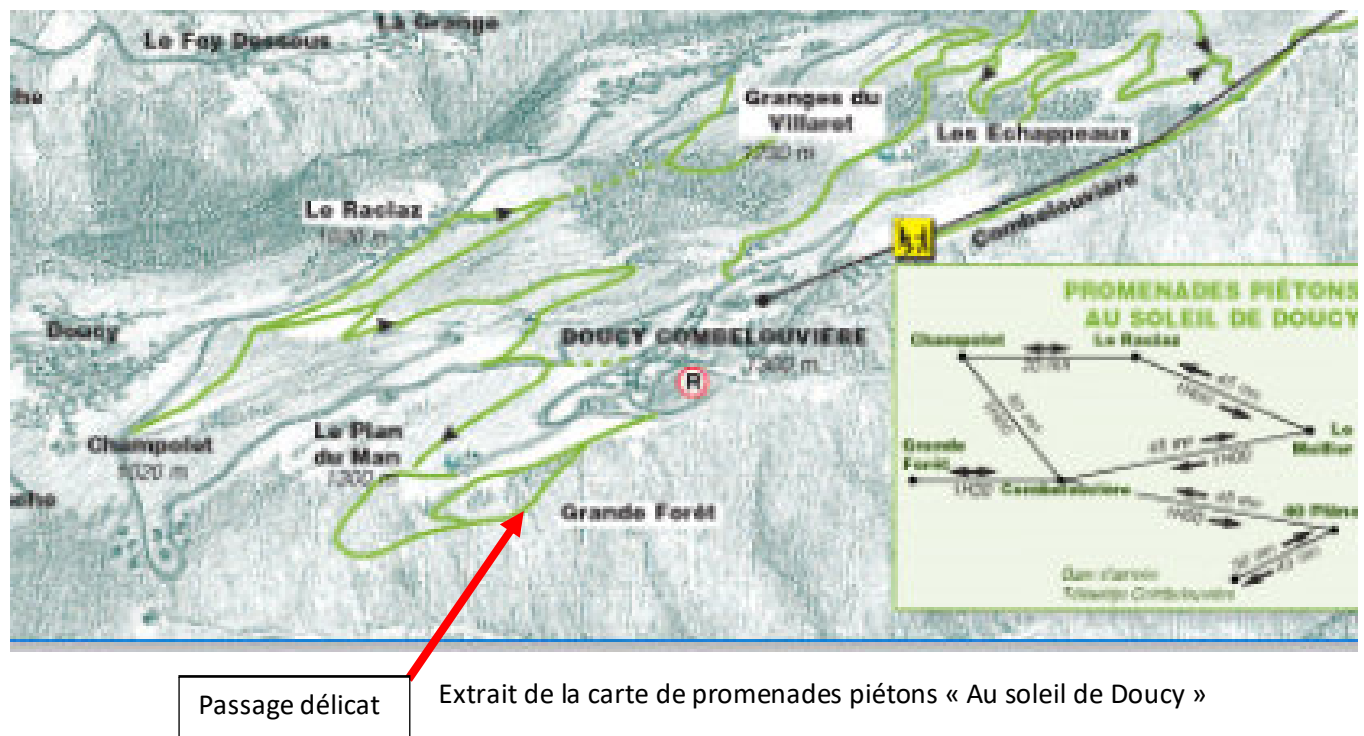
Doucy-Combelouvière est une petite station de sports d'hiver de la Tarentaise, située sur le territoire communal de La Léchère, dans le département de la Savoie en région Auvergne-Rhône-Alpes.

L'activité sportive ou ludique n'est pas exclusivement centrée sur le ski alpin, puisque la station a développé le ski de fond, la raquette à neige, la randonnée pédestre mais aussi des sorties de découverte de la nature.

Mais ces activités nécessitent de proposer des itinéraires adaptés à chaque pratique afin que chacun évolue dans des conditions optimales.

Or pour l'activité ski de fond, il existe une piste difficile voire dangereuse, située au canton des grands plans (entre Le plan du Man et Grande Forêt sur le plan ci-dessous).

La dangerosité du passage est liée à la pente (+ de 25% en descente à ski) et à la présence d'un virage serré situé au bord d'une petite falaise : repenser ce passage devenait une nécessité



Cette étude se propose de modifier le parcours actuel en évitant donc ce passage difficile.

1. Présentation de l'étude

1.1. Contexte et origine du projet

La CCVA (La Communauté de communes des Vallées d'Aigueblanche) exerce des compétences sur son territoire dont, notamment l'aménagement et la gestion d'équipements sportifs.

Dans ce cadre, la CCVA nous a missionné pour définir un nouveau parcours puisque nous sommes gestionnaires de la forêt dans laquelle s'inscrit ce projet et avons les compétences dans le domaine des dessertes forestières.

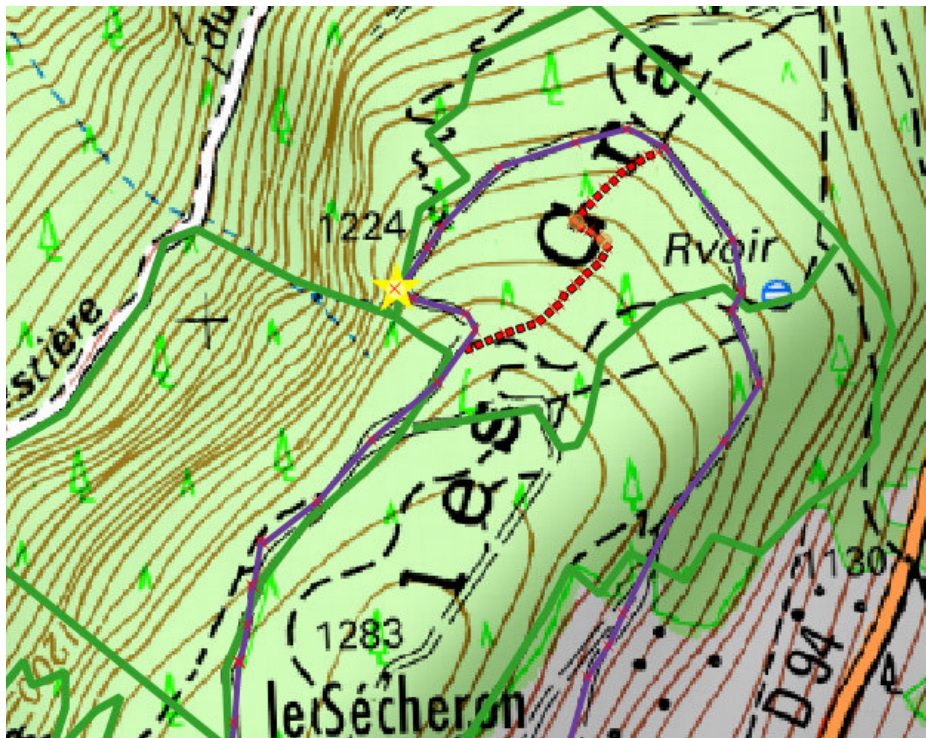
1.2. Objectifs du projet

L'idée est de recréer un itinéraire apportant un confort de pratique et une sécurité optimale à tout utilisateur en adoptant comme paramètres :

- Eviter le passage en bordure de falaise
- Avoir des pentes avec un optimum de 20%
- Conserver un couvert boisé
- Prévoir une largeur permettant le passage d'une petite machine pour le damage (6m max) .

1.3. Le tracé étudié

Il se situe en forêt communale de la Léchère-Doucy, parcelle 8. Il part du plateau, suit la piste existante et bifurque avant la descente et reste en versant nord. (Voir plan ci-dessous).



Zone dangereuse



Parcours actuel



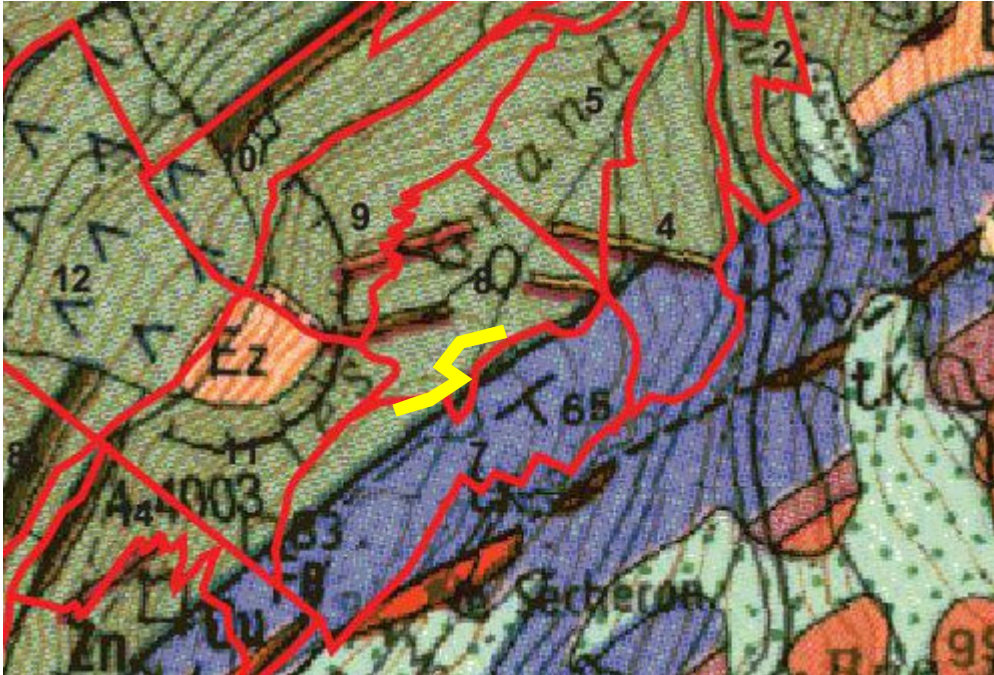
Modification proposée

2. Le milieu naturel du projet

La création d'un parcours induit des terrassements qui vont impacter le milieu naturel. Il y a donc lieu de faire une évaluation des incidences.

2.1. Géologie

La zone dans laquelle se situe le projet est constituée de schistes feldspathiques. Elles donnent des sols bruns assez profonds et permettent une diversité floristique importante.



2.2. Risques naturels

2.2.1. Stabilité des terrains

La pente faible, la nature des terrains sont des facteurs de stabilité de la zone.

2.2.2. Avalanches

Pour les mêmes raisons que ci-dessus, la zone n'est soumise à aucun aléa avalanches

2.2.3. Incendies

Compte tenu de la pluviométrie et de la composition du peuplement, le risque incendie est très faible, dans ou à proximité de la forêt.

3. le contexte écologique et réglementaire du projet

3.1. Contexte général

La forêt n'est, en général, pas considérée comme un milieu remarquable lorsque la densité est telle que le couvert empêche la prolifération des espèces herbacées. Cependant la nature géologique de la zone est propice à la diversité des espèces végétales et il faut une attention particulière lorsque le peuplement est plus ouvert.

3.2. Natura 2000

Pas de site Natura 2000, sur le linéaire étudié.

3.3. ZNIEFF

- Pas de ZNIEFF dans la zone du projet

3.3. ZICO

Pas de ZICO, sur le linéaire étudié

3.4. Impact sur la flore

En raison de la diversité géologique des sols, la flore recensé est d'une grande richesse et de nombreuses espèces sont présentes. Ainsi des espèces ont un statut de protection :

Plantes protégées au niveau national :
Cypripedium calceolus (Sabot de Vénus)
Clematis alpina (Clématite des Alpes)

Plantes protégées en région Rhône-Alpes :
Pyrola media (Pyrole intermédiaire)

On trouvera en annexe 1, la liste des espèces susceptibles d'être présente

Il est probable également de trouver par endroit

Buxbaumia viridis (Buxbaumie) mousse qui pousse en général sur bois mort et qui a un statut de protection national

En raison de ces éléments, une recherche approfondie des espèces présentes sur le tracé doit compléter l'étude.

3.5. Paysages

La visibilité externe de la forêt communale est forte, mais le tracé entièrement en forêt, les pentes faibles, permettront une intégration sans dégradation du visuel.

3.6. Conclusion

Le projet n'est pas soumis à des contraintes de milieu hormis la présence éventuelle de plantes d'intérêt patrimoniale fort. Une étude complémentaire en période favorable (juin à Août) permettra d'affiner le tracé. Ceci sera réaliser par notre correspondant environnement

4. ASPECTS FONCIER CONCERNANT LE PROJET

Le tracé du projet est entièrement sur des terrains appartenant à la commune.

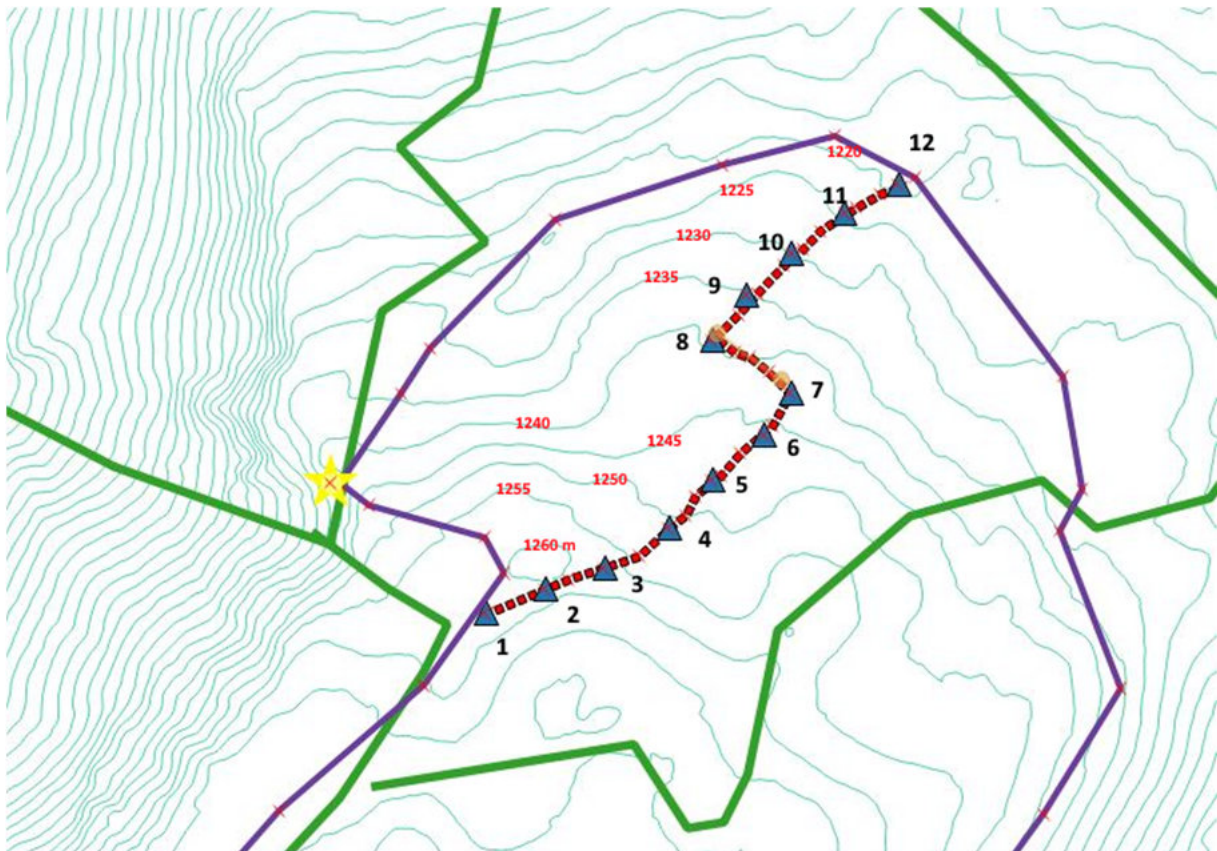
5. *ELEMENTS DESCRIPTIFS ET ESTIMATIFS DU PROJET*

6.1. Matérialisation du projet sur le terrain

Nous avons utilisé la méthode expéditive qui consiste à cheminer selon un linéaire défini par la pente en long à privilégier et la nature du terrain. Ainsi à l'aide du clisimètre (pour le pourcentage pente) et la connaissance du terrain, nous avons piqueté le parcours tous les 30 m sauf aux endroits de changement de direction (2 virages sur le parcours). Les piquets sont numérotés de 1 à 12.

Le piquet représente le niveau 0 de la piste et non l'axe.

- Départ à l'altitude 1258 m – Arrivée à 1220 m – dénivelé : 38 m



- Longueur : 318 m
- Largeur : 6 m
- Pente en long moyenne : 12 % allant de 6 à 19%
- Pente en travers moyenne : 35 %

On trouvera en annexe 2 l'état de piquetage.

7.1 Coûts prévisionnels du projet

Outre des travaux de terrassements, il sera nécessaire de procéder à des coupes d'arbres. Le volume non encore déterminé par l'opération de marquage des bois par le gestionnaire ONF, est estimé à 30 m³

Le récapitulatif des coûts de travaux s'établit ainsi

Opération	unité	Prix unitaire	Quantité	Prix total € HT
<i>Création de la modification du parcours d'hiver sur 318 m</i>				
<i>1 - Coupe d'emprise</i>				
Coupe des arbres	M3	13	30	390
Débardage des bois	M3	15	30	450
TOTAL				840
<i>2 - Coupe d'emprise</i>				
Installation de chantier	u	600	1	600
Terrassement de la piste	m	318	13	4 134
TOTAL				4 734
TOTAL GENERAL				5 574,00
TVA 20%				1 114,80
TOTAL TTC				6 688,80

8. annexes

- Annexe 1 : Liste des plantes susceptibles d'être présentes sur le parcours
- Annexe 2: Etat de piquetage du tracé proposé
- Annexe 3 : CCTP

ANNEXE 1 : Liste des plantes présentes en forêt de Doucy

Plantes protégées au niveau national :

Cypripedium calceolus (Sabot de Vénus)

Clematis alpina (Clématite des Alpes)

Plantes protégées en région Rhône-Alpes :

Pyrola media (Pyrole intermédiaire)

Lycopodium clavatum (Lycopode en massue),

Autres plantes d'intérêt patrimonial :

Cephalanthera rubra (Céphalantère rouge)

Cephalanthera damasonium (Céphalantère de Damas, blanc)

Cicerbita plumieri (Cicerbite de Plumier)

Sedum anacampseros (Orpin anacampséros)

Atropa bella-donna (Belladone)

Tofieldia calyculata (Tofieldie caliculée, dans la zone humide)

Pinguicula vulgaris (Grassette commune, dans la zone humide)

Salix elaeagnos (Saule drapé)

Rubus saxatilis (Ronce des rochers)

Saxifraga paniculata (Saxifrage paniculé)

Parnassia palustris (Parnassie des marais)

Acer monspessulanum (Erable de Montpellier)

Ulmus sp (Ormes)

ANNEXE 2 : Etat de piquetage

CCVA

Création d'un parcours sportif d'hiver en forêt communale
de La Léchère - Doucy

Etat de piquetage

ETAT DE PIQUETAGE

Piquet	Longueur (mètre)	PENTE en long (%)	PENTE en travers (%)	LARGE UR Assise R=4; P=3.5 (mètre)	Assise en déblai (mètre)	TALUS 3=3/2 4=4/1 1=1/1	longueur applicab le	MINA GE (%)	SECTION (m. carré)	VOLUME TOUT VENANT (m. cube)	VOLUM E MINAGE (m. cube)	OBSERVATIONS
1			30	6	3.05	3	15		1.74	26	0	Départ depuis la piste à l'altitude 1258 m
2	30	6										
3	30	-13	30	6	3.05	3	30		1.74	52	0	
4	30	-13	30	6	3.05	3	30		1.74	52	0	
5	30	-6	10	6	3.05	3	30		0.50	15	0	
6	30	-7	10	6	3.05	3	30		0.50	15	0	
7	18	-8	10	6	3.05	3	24		0.50	12	0	
8	35	-13	15	3.5	1.78	3	26.5		0.26	7	0	P 7 = virage à gauche
9	30	-14	10	3.5	1.78	3	32.5		0.17	5	0	P 8 = virage à droite
10	30	-19	8	3.5	1.78	3	30		0.13	4	0	
11	25	-13	6	3.5	1.78	3	30		0.10	3	0	
12			8	3.5	1.78	3	27.5		0.13	4	0	
			10	3.5	1.78	3	12.5		0.17	2	0	Arrivée sur la piste existante
TOTAL	318									171.231		

ANNEXE 3 : CCTP



Communauté de Communes des Vallées du Grand Aigueblanche

Création d'un parcours d'hiver sur la commune de La Léchère – Doucy- Parcelle 8 – Forêt communale

CAHIER DES CHARGES TECHNIQUES

I - Objet du C.C.T.P.

La présente consultation a pour objet :

La création d'un parcours d'hiver. Cet équipement est prévu pour permettre la pratique d'activités telles que le ski de fond ou la raquette.

Lieu d'exécution de la prestation : Forêt communale de La Léchère-Doucy, parcelle 8.

Il définit les spécifications techniques de la construction des chaussées souples empierrées non revêtues indiquées sur le plan de situation au 1/25 000 et 1 /5 000 joint au dossier de la consultation.

II – GENERALITES –

2.1 Respect des règles de l'art

L'entrepreneur s'engage à travailler dans les règles de l'art, conformément aux différents cahiers des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux de terrassement et de génie civil.

L'entrepreneur s'engage à respecter les spécifications des normes harmonisées européennes et à défaut les normes techniques décrites ou référencées dans les différents fascicules officiels publiés par décrets interministériels, et plus particulièrement celles des fascicules :

- n° 2, Terrassements généraux (édition de mars 2003)
- n° 25, Exécution des corps de chaussée, particulièrement les dispositions des chaussées souples et non revêtues

L'entrepreneur est tenu de se conformer aux prescriptions techniques particulières du présent cahier ainsi qu'aux directives du maître d'œuvre selon l'évolution du chantier.

L'entrepreneur a un devoir de conseil technique envers le maître d'ouvrage et son maître d'œuvre pour le choix des meilleures préconisations ou modalités d'exécution des ouvrages prévus dont il possède le savoir-faire. Cela n'empêche pas l'entrepreneur de devoir soumettre à l'agrément préalable du maître d'œuvre toutes les dispositions techniques qui n'ont pas été prévues initialement ou qui ne font pas l'objet de stipulations particulières dans les clauses du marché.

2.2 Phasage des travaux

L'entreprise précisera dans son devis, les dates d'intervention et le délai envisagé pour la réalisation du projet.

III – CONSISTANCE DES TRAVAUX

Les travaux compris dans l'entreprise sont soumis à une Visite préalable

Le règlement de la consultation prévoit une visite obligatoire du site. L'Entrepreneur est donc tenu d'avoir examiné les lieux et de s'être assuré par lui-même des conditions existantes dans lesquelles il devra travailler. A ce sujet, aucune tolérance ne sera admise ultérieurement pour toute erreur ou négligence de la part de l'Entrepreneur.

Celui-ci, après examen des lieux, devra s'assurer lui-même de la nature et de l'emplacement des travaux, du caractère de l'exécution des travaux, des conditions générales locales, de tout autre élément pouvant d'une manière quelconque affecter les travaux objet de ce marché.

Il appartient à l'Entrepreneur, afin de faire face à l'ensemble de ses obligations contractuelles et notamment en vue de mieux juger dans le détail des modalités optimales d'engagement et de poursuite des opérations, de procéder à tous compléments d'interprétation de l'ensemble des données qu'il a prises en considération, de rechercher à sa charge toutes informations complémentaires nécessaires à l'exécution des travaux.

La vérification de l'existence d'obstacles souterrains (réseaux divers, ...) est due par l'Entrepreneur.

3.1 Travaux préliminaires

Comprenant :

- **l'installation de chantier y compris les locaux du personnel conformément aux réglementations en vigueur ainsi que toutes les dispositions à prendre en matière d'hygiène et sécurité,**
- la mise en place des protections provisoires ainsi que tous les travaux de mise en sécurité du chantier.
- le débroussaillage et le nettoyage des terrains destinés à être terrassés,

3.2 Travaux de conception de l'ouvrage

Comprenant :

- **La préparation de l'emprise (coupe des arbres commercialisables dont le diamètre >15 cm, coupe de la végétation et nettoyage)**
- **le terrassement toute nature (pelle pour matériaux meubles et au BRH pour rocher) des matériaux d'emprunts hors site**

3.3 Modifications susceptibles d'intervenir en cours de chantier

Le Maître d'œuvre se réserve le droit de modifier, de supprimer ou d'ajouter certains ouvrages après la signature du Marché. Cette décision peut porter notamment sur les points suivants :

- Emprises des terrassements,
- Géométrie des terrassements,
- Drainage, assainissement,
- Phasage des travaux.

V - CONDITIONS D'EXECUTION

5-0 : Piquetage de l'ouvrage

Un piquetage a été matérialisé sur le terrain, l'entrepreneur veillera à le conserver durant l'ouverture de l'emprise.

5-1 : ARBRES D'EMPRISE et débroussaillage de l'emprise

Arbres d'emprise :

Le maître d'ouvrage se chargera de faire abattre, façonner et ébrancher les arbres avant le début des travaux. Les arbres abattus seront encore présents sur l'emprise. L'entrepreneur aura la charge de les mettre hors emprise pour une récupération ultérieure.

5-2 : REALISATION DES TERRASSEMENTS

Les travaux de terrassement se feront obligatoirement à la pelle mécanique **et comprennent :**

- le déblaiement des terres proprement dit, le dessouchage (souche à enlever et à placer hors emprise), **Toutes les souches situées dans l'emprise des travaux seront arrachées et enterrer aux lieux précisés par le maître d'ouvrage. Aucune souche ne doit subsister en vue.**

Un soin particulier sera apporté au talutage amont qui sera lissé à la pelle (talus de pente 1/1), et notamment au sommet de talus. Le raccord avec le terrain naturel sera systématiquement couché et tassé pour éviter le sous cavage et les reprises d'érosion ultérieures. Aucun élément (souche, bloc...) ne devra être en surplomb sur le talus.

Il est bien précisé que les travaux de terrassement s'entendent en terrain de toute nature.

Le rétablissement des accès aux pistes existantes, le déblaiement sur le tracé de tous les matériaux provenant de l'ouverture de la piste, ainsi que les raccords et la mise en forme des talus au niveau des passages des sentiers font partie du marché.

Le recours au minage et à l'utilisation d'explosif est interdit.

Le brise-roche sera utilisé exclusivement pour le rocher si besoin

CREATION DE LA PISTE DU PARCOURS D'HIVER

(BPU)

Profil en long : Le respect des profils en longs de l'état de piquetage est impératif.

Les prescriptions suivantes seront respectées :

👉 **Largeur utile de la plateforme : 6 mètres Maximum.**

☞ dévers amont de 3 %

VI – SECURITE

Il appartient à l'entrepreneur de rappeler à son personnel toutes les règles générales et particulières de sécurité, législatives et réglementaires. Il devra plus particulièrement donner les instructions nécessaires et prendre toutes les dispositions vis à vis des risques suivants :

- **Risques vis-à-vis des promeneurs sur sentiers et dans les sous-bois.**
Les dispositions provisoires de protection que l'entrepreneur se propose de prendre pour assurer la sécurité des tiers, des biens et des voies pouvant être menacés par l'activité sur le chantier, devront être explicitement définies dans le programme d'exécution.

L'entrepreneur sera tenu de mettre en œuvre sur le chantier le matériel, d'utiliser les méthodes et de prendre toutes les dispositions nécessaires pour satisfaire aux dispositions particulières de sécurité.

VII– CONTRAINTES ENVIRONNEMENTALES

7-1 : RESPECT DES PROCEDURES ADMINISTRATIVES

Pour mémoire, il est rappelé à l'entreprise que le maître d'ouvrage a adapté la conception du projet pour en minimiser les impacts négatifs sur le milieu. Il s'est également assuré que toutes les procédures administratives et les exigences réglementaires ont été respectées, pour ce qui relevait de sa compétence.

Le présent document vise en outre à aider l'entreprise à adopter des modes de réalisation respectueux de l'environnement.

Toutefois, si une mise en demeure écrite du maître d'ouvrage de respecter les prescriptions ci-dessous reste sans effet, conformément au CCAP, il sera retenu une indemnité de 800 euros par infraction aux prescriptions ci-dessous dûment constatée, Elle ne remplace pas d'éventuelles amendes ou poursuites prévues par la loi.

7-2 : STOCKAGE ET UTILISATION DE SUBSTANCES POTENTIELLEMENT POLLUANTES

- Carburants - lubrifiants

Ils seront stockés en conteneurs étanches posés sur un sol plan, propre et stable. Les conteneurs seront isolés du sol par une bâche plastique ou un matériau absorbant (sable ou sciure) pour permettre la récupération des éventuels rejets accidentels. A l'issue des travaux le site du chantier sera débarrassé de toutes traces ou sous-produits. L'usage de l'essence pour le nettoyage des engins (tronçonneuse ou débroussailleuse par exemple) est formellement interdit ; l'entrepreneur veillera à utiliser des produits non toxiques autorisés pour cet emploi.

- Autres substances

L'éventuel emploi d'autres substances potentiellement polluantes sera soumis à concertation et agrément du maître d'œuvre – l'entreprise apportera la preuve du caractère légal de l'emploi et le maître d'œuvre prescrira éventuellement des consignes de précaution.

7-3 : GESTION DES DECHETS

Pendant la durée du chantier, les déchets (emballages, bois, ferrailles, rémanents végétaux, déblais, produits de démolition...) seront rassemblés dans un endroit identifié. L'entrepreneur prendra les dispositions nécessaires pour éviter un dispersement (par le vent ou les eaux de pluie par exemple).

A l'issue du chantier, et éventuellement avant si leur volume s'avère trop important : les déchets produits par l'entreprise seront évacués sous sa responsabilité vers un dépôt ou une filière de recyclage agréés.

Les matériaux en excès (fouilles, produits de démolition...) après comblement des fouilles et atterrissements artificiels ou refusés par le maître d'œuvre seront déposés à la fin du chantier en décharge agréée par le Maître d'œuvre.

La recherche de celle-ci, l'obtention des autorisations administratives éventuelles et le coût de cette mise en décharge sont à la charge de l'entreprise.

7-4 : PROTECTION DES ESPACES NATURELS CONTRE L'INCENDIE

Il sera fait une stricte application de la réglementation en vigueur (code forestier complété par l'arrêté préfectoral en cours de validité). D'une façon générale, l'emploi du feu est interdit sur le chantier sauf dérogation expresse délivrée par le maître d'œuvre dans la limite des permissions édictées par la réglementation nationale ou locale en vigueur. Dans ce cas et sauf indications contraires, l'entrepreneur observera les consignes suivantes :

- pas d'allumage si la vitesse du vent est supérieure à 40 km/h établis ;
- foyer de Ø < 1,5 mètre et 1 mètre de haut ;
- foyer distant d'au moins 10 mètres de la végétation avoisinante et hors d'aplomb de houppier ;
- le site aura été préalablement débroussaillé sur vingt mètres de rayon ;
- le feu sera sous surveillance constante d'un personnel compétent armé d'une réserve d'eau d'au moins 200 litres ou d'une manche à eau en état de fonctionner ;
- en cas de propagation, le surveillant avertira immédiatement les secours (tél. 112 ou 18) ainsi que le maître d'œuvre et se mettra en situation de sécurité. L'appel téléphonique devra indiquer de manière aussi précise que possible le lieu, la nature et l'importance du sinistre ;
- à la fin du brûlage, le foyer sera noyé. Le recouvrement par de la terre est interdit ;
- toute incinération est interdite en période rouge et par vent fort (vitesse moyenne supérieure à 40 km/h) quelle que soit la période (se renseigner auparavant auprès du Service local compétent) ;

- en période orange sans vent fort, toute incinération est soumise à déclaration en mairie au moins 5 jours à l'avance.

7-5 : CIRCULATION ET STATIONNEMENT DES VEHICULES DANS LES ESPACES NATURELS

Afin d'éviter l'ouverture de pistes inutiles et préjudiciables à l'environnement, les accès au chantier seront limités au strict besoin pour les travaux. Leur tracé sera préalablement validé par le maître d'œuvre ainsi que les aires de stockage et de stationnement. La circulation sera réservée aux employés de l'entreprise qui respecteront les mesures de précaution minimales : trajets limités au nécessaire, vitesse modérée, stationnement suspendu pendant les périodes d'inactivités. Dans le cas de risque de levée importante de poussières au passage des engins, l'entreprise procèdera régulièrement à l'arrosage des pistes utilisées. A l'issue des travaux, l'entrepreneur procèdera à la remise en état du site.

7-6 : INTEGRATION PAYSAGERE DES OUVRAGES

Aucune atteinte ne sera portée à la végétation située hors de l'emprise des ouvrages, des accès ou des aires de travail ou de stockage prévues. Seul l'abattage des arbres désignés par le maître d'œuvre est autorisé. Aucune atteinte ne sera portée aux autres arbres.

7-7 : GESTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

En cas de pollution accidentelle, l'entrepreneur avisera sans délai les secours (tél. 112) ainsi que le maître d'œuvre. Il prendra toute disposition utile à faire cesser la cause du problème en attendant l'arrivée des secours et les consignes conservatoires du maître d'œuvre. L'appel téléphonique devra indiquer de manière aussi précise que possible le lieu, la nature et l'importance du sinistre.

7-8 : PROTECTION DES SITES ARCHEOLOGIQUES, PREHISTORIQUES, HISTORIQUES

En cas de découverte fortuite d'objets, vestiges, ruines... intéressant l'histoire, la préhistoire,

l'archéologie, l'histoire de l'art..., l'entrepreneur alertera sans délai le maître d'œuvre ainsi que le

maire de la commune de situation (article 14 de la loi du 27/09/1941).

VIII – ORGANISATION DU CHANTIER

- La circulation sera limitée sur la route forestière : la commune prendra un arrêté d'interdiction de circuler pendant le temps des travaux, à charge de l'entreprise de mettre en place la signalétique correspondante.
- Le déroulement et l'avancement du chantier se feront chronologiquement en accord avec le Maître d'œuvre.
- Une **Déclaration d'Intention de Commencer les Travaux (D.I.C.T.)** sera déposée auprès de la Commune de La Léchère pour connaître les réseaux existants sur le tracé projeté.
- **Présence d'une conduite d'eau enterrée sur le versant.**
- Aucune modification des techniques d'application et des types de matériaux précisés à l'avant métré et au CCTP ne pourra être décidée par l'adjudicataire sans l'accord préalable du Maître d'œuvre.

- Le Maître d'ouvrage se réserve le droit de modifier les clauses techniques, l'emprise et les dimensions des ouvrages, la qualité des matériaux sous réserve de convenir au préalable d'un accord d'exécution et de prix avec le Maître de l'Ouvrage et l'adjudicataire du marché.

- Les formes, les dimensions et les implantations des ouvrages, et travaux annexes seront conformes au descriptif détaillé des travaux de l'avant métré, du CCTP et des plans annexés.

L'adjudicataire est déclaré responsable de la sécurité du chantier vis-à-vis de son personnel, des représentants, des Maîtres d'œuvre et de l'ouvrage et des tiers.

Il sera fait application du décret 65-48 du 8.01.1965 sur la sécurité des travailleurs occupés à des travaux de terrassement à ciel ouvert, notamment lors de l'exécution des fouilles où l'échafaudage sera obligatoire.

Le présent C.C.T.P. a été établi par

, le

Le

Mention manuscrite "***Lu et accepté sans modification (*)***"

A , le

L'Entrepreneur, NOM et qualité

Signature et cachet de l'Entreprise

() : N.B. = Toute modification de clause*

technique qui serait proposée par

l'Entrepreneur doit faire l'objet

d'une proposition écrite